Motion adoptée en assemblée générale à Cergy Paris Université

Enseigner et former, des métiers qui s'apprennent à l'Université !

Les personnels de l'Université de Cergy (CY) et en particulier ceux de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPÉ) de l'académie de Versailles, réunis en assemblée générale, expriment leur vive inquiétude face aux récentes annonces et au projet de réforme de la formation des enseignant·es.

Nous constatons :

- Une vive inquiétude concernant le démantèlement / disparition des INSPE pour une future structure ENSP qui ne semblerait pas se doter de véritables équipes pédagogiques mais organiserait une prestation de service contractualisée, cadrée et choisie.

- Une volonté de standardiser la formation des enseignant·es par le Ministère de l'Éducation Nationale, menaçant ainsi l'autonomie déjà limitée des universités dans ce domaine.

- La création envisagée des Écoles Normales Supérieures du Professorat (ENSP) sous l'autorité du MENJ, dépourvues des attributs les plus communs aux institutions universitaires.

- L'absence de concertation réelle avec les acteurs et actrices concernés dans l'élaboration de cette réforme.

- L'absence d'informations formelles à l'exception d'une annonce télévisée aussi courte qu'imprécise.

- L'abondance de rumeurs.

Nous dénonçons :

- Les menaces qui planent sur les statuts actuels et futurs des personnels engagés dans la formation des personnels de l'éducation et insistons sur le fait que former des professionnels de l'enseignement demande des compétences spécifiques en s'appuyant sur des formations adossées à la recherche.

- Les menaces qui planent sur l'avenir des formations.

- Une volonté d'assujettissement des institutions de formations des enseignants aux prescriptions du MENJ.

- Le calendrier irréaliste de mise en œuvre de la réforme, mettant en péril la qualité de la formation et les conditions de travail des personnels et des étudiant·es déjà fortement dégradés.

- La déconnexion du « projet » avec les réalités du système éducatif et les besoins de la société.

- La disparition du lien historique avec la recherche et des libertés pédagogiques propres à l’enseignement supérieur.

Nous demandons :

- Le retrait du projet de réforme actuel.

- L’ouverture immédiate de réelles concertations incluant l’ensemble des acteurs et actrices concerné·es.

- Des garanties quant au maintien de l’autonomie universitaire dans la conception et la mise en œuvre des formations.

- Un financement adéquat pour une réforme respectueuse de la qualité et de l’équité de la formation.

L’assemblée générale et l’intersyndicale CFDT-CGT-FSU appellent à la mobilisation de l’ensemble de la communauté universitaire pour faire entendre ces revendications et pour défendre une formation des enseignant·es à la hauteur des enjeux de notre société.